**André MOLINO**, Maire de Septèmes les Vallons,

**Claude JORDA**, Président du groupe Communistes et Partenaires au Conseil Départemental des Bouches du Rhône 13,

**Jean-Marc COPPOLA,** Conseiller municipal FDG de Marseille

**Marc POGGIALE**, Conseiller Métropolitain

**Communiqué de presse**

**Hôpital public en danger : changeons de politique**

La situation des hôpitaux publics en France est de plus en plus grave. Austérité des moyens publics, réformes successives entrainant une détérioration des conditions de travail des soignants et une dégradation des conditions d’accueil des patients…le signal d’alarme est aujourd’hui tiré par de nombreux acteurs quant à l’avenir et l’efficacité du service public hospitalier.

A Marseille, la situation est d’autant plus préoccupante que l’hôpital public est de plus en plus confronté à la concurrence directe du secteur privé qui ne cesse de s’étendre, parfois même avec l’aide d’argent public.

La réforme en cours sur le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) visant dans notre région à un GHT par département, met en cause la proximité, les moyens et la qualité auxquels nos concitoyens sont attachés, et les inquiétudes sur l’avenir sont palpables dans certains établissements comme l’Hôpital Nord de Marseille.

Depuis de nombreuses années, des syndicats de l’Hôpital Nord et particulièrement la CGT, des médecins également, ont alerté les pouvoirs publics sur les nombreuses menaces qui pèsent sur l’établissement hospitalo-universitaire régional, et sur l’offre de soins de tout le département des Bouches du Rhône.

Les fermetures de lits et de services en cours et futures, les délocalisations vers d’autres établissements publics et privés, l’amputation d’un service sur deux de la même activité, viennent affaiblir les efforts réalisés au quotidien par les personnels.

C’est le cas de l’odontologie, de l’endocrinologie, de l’ophtalmologie, des maladies infectieuses, de la stomatologie, de la neurochirurgie, de l’oto-rhino-laryngologie, de la chirurgie plastique, ou encore de la médecine-chirurgie pédiatrique, de la réanimation pédiatrique, accompagnée d’une réorganisation importante des activités de gynécologie-obstétrique, qui ternissent l’image et affaiblissent le rayonnement de l’hôpital public situé au cœur de la Métropole.

## Les usagers de l’Hôpital Nord s’inquiètent de cette organisation qui ne prend pas en compte l’intérêt des habitants du territoire. Le 10e baromètre Ipsos pour le Secours Populaire montre des difficultés grandissantes des français à faire face aux frais de santé et tout particulièrement dans les foyers les plus fragiles. L’hôpital public est un vecteur d’égalité quand il offre à la population de nos territoires des soins dans la proximité qui répondent aux besoins.

Alertés par les différents acteurs sociaux, conscients des conséquences de cette politique de sabordage du service public hospitalier et mesurant les incidences sanitaires dramatiques que cela peut engendrer pour nos populations, nous, élus, interpelons le gouvernement et l’Agence Régionale de Santé (A.R.S) sur l’urgente nécessité de changer de politique et de donner les moyens nécessaires pour retrouver la qualité et l’efficacité de l’offre de soins que la population est en droit d’attendre.

Ces choix politiques décidés par les gouvernements successifs ont également l’inconvénient de creuser le déficit chronique de plus de 50 M€ de l’APHM et de menacer le devenir de l’Hôpital Nord.

Les moyens existent dans notre pays pour atteindre cet objectif, avec une grande réforme de la fiscalité afin que les dividendes des actionnaires, les bénéfices colossaux des banques et des entreprises du CAC 40, le retour des évasions fiscales puissent contribuer à la gestion collective et publique des biens communs et des services publics.

Dans le cadre de la Présidentielle nous mettons en débat quelques propositions :

1. **En finir avec les regroupements d’hôpitaux**
   1. Repenser totalement l’organisation et le maillage des soins sur le territoire
   2. Relancer les centres de santé
   3. Abroger les lois Bachelot et Touraine
2. **L’organisation d’une réelle concertation avec l’ensemble des acteurs : soignants, usagers et élu-es …**
3. **L’arrêt des fermetures de services, regroupement et restructuration**
4. **Le remplacement, la titularisation et la formation de l’ensemble des personnels soignants**
5. **Un plan de sauvegarde de l’hôpital avec l’effacement de la dette**

Marseille, le 7 mars 2017